

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

19<sup>ème</sup> année - N° 3336 - Jeudi 14 février 2019 - Prix : 200 Fc

COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS

## Le travail de titan qui attend Sittou Raghadat Mohamed



Installation de la CNDHL1

**Prières aux heures officielles  
Du 11 au 15 Février 2019**

Lever du soleil:  
06h 05mn  
Coucher du soleil:  
18h 37mn

Fadjr : 04h 53mn  
Dhouhr : 12h 25mn  
Ansr : 15h 52mn  
Maghrib: 18h 40mn  
Incha: 19h 54mn



**ECONOMIE**

### La BCC fait un pas vers l'émergence économique

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## POLITIQUE

**"On doit faire preuve de solidarité et battre Azali"**

*L'ancien gouverneur de l'île de Ngazidja, candidat à l'élection du président de l'Union a tenu un point de presse hier mercredi et appelle les candidats à faire preuve de solidarité et battre Azali Assoumani lors de ses élections anticipées.*

**D**evant la presse, Mouigni Baraka Said Soilih a fait un point de la situation politique du pays. Il est revenu sur le rejet des candidatures de Mohamed Ali Soilih, d'Ibrahim Mohamed Soulé et de Moustoifa Said Cheikh. L'ancien gouverneur de l'île de Ngazidja regrette l'exclusion des deux des grands partis reconnus par l'Etat de la course à la magistrature suprême. « Lors des élections de 2016, Mohamed Ali Soilih était arrivé en première position suivi par moi-même et le colonel Azali Assoumani en 3e position. Aujourd'hui je vois mal l'écarter de la course », lance Mouigni Baraka. Ce dernier reste convaincu que tout n'est pas

gagné pour les candidats retenus. Il appelle les candidats à l'élection présidentielle de barrer la route à Azali et mettre fin à son règne. « On doit faire preuve de solidarité et battre Azali lors des prochaines élections présidentielles », martèle-t-il.

L'ancien chef de l'exécutif de l'île de Ngazidja a pris un bon temps pour parler d'Anjouan. Selon lui, Anjouan est devenu compliqué. « J'ai sillonné presque 70% de l'île et je peux vous dire qu'Anjouan fait peur. Dire de la politique dans un lieu public est devenu plus difficile. Comment va-t-on faire campagne là-bas dans pareille situation ? », se demande-t-il, avant d'ajouter que « si on reste dans cette situation, faire la campagne à Anjouan serait impossible ». Mouigni Baraka montre que les Comores léguées par l'ancien président Ikililou Dhoinine ne sont plus les Comores d'aujourd'hui. « Ce qui se passe à Anjouan aujourd'hui, le président Azali, son ministre Moustadroine Abdou et Abdou

Mouigni Barak en conférence de presse



Ousseïn, le président de l'Assemblée en sont les premiers responsables », dit-il.

Sur l'arrestation d'Abdallah Abdou Hassan alias Agwa, le conférencier estime que le chroniqueur n'est pas un sain mais il ne mérite plus la prison. « Quand j'étais gouverneur de l'île de Ngazidja, Abdallah n'arrêtait pas de m'insulter et j'ai rien fait. Aujourd'hui, si le pouvoir l'a empri-

sonné, c'est parce qu'ils ont peur de lui », dit-il, avant de préciser que « je me rappelle lors des dernières élections, Abdallah Agwa transmettait en direct les résultats bureau par bureau à Anjouan. Ils ont peur qu'il le fasse encore aujourd'hui ». Mouigni Baraka conclut en promettant d'agir pour le faire libérer.

MY

## POLITIQUE

**Sindékina soutient la candidature d'Azali**

*Le mouvement de jeunes Si Ndékina, un mouvement de jeunes affirme apporter leur soutien au régime actuel. Le coordinateur général de cette organisation, Abdourassoul Abdourahmane explique qu'il est de la volonté de la jeunesse de montrer leur présence dans les prochaines échéances électorales qui définiront l'avenir du pays.*

**"A**zali Assoumani est le candidat idéal pour un avenir meilleur des Comores. Il est celui qui a compris et qui saura poursuivre les recommandations des Assises Nationales de février 2018 », annonce Abdourassoul Abdourahmane, coordinateur du mouvement Si Ndékina. Pour ce jeune cadre, soutenir l'actuel président pour le mouvement est un signe d'espoir pour la jeunesse car « Azali est à l'écoute » des propo-

sitions de cette jeunesse. Ayant participé aux Assises et au processus référendaire du 30 juillet dernier, Si Ndékina annonce comme obligé de prendre part aux élections du président de l'Union et des gouverneurs des Iles. « Nous avons choisi, après maintes discussions, de soutenir Azali et nous serons présents là où il serait néces-

saire », a-t-il rappelé.

Pour la trésorière du mouvement, Me Nadjati Ibrahim Mzé, le mouvement Si Ndékina annonce que la participation de la jeunesse est « indispensable ». « Nous avons toujours été présents seulement pendant une courte période, il n'y a pas eu d'événements suscitant notre réaction hormis

les Assises, le référendum et les élections anticipées de mars prochain », a-t-elle précisé. Le mouvement Si Ndékina est un mouvement de jeunes lancé en février 2018. Autour de leur cause, ce dernier a fait fédérer des jeunes de différentes classes sociales et de différents domaines. Le mouvement continue de militer pour la politique de développement mise en place par le Président Azali Assoumani.

L'Association promet que le but n'est pas de soutenir un tel ou un tel mais le suivi d'une dynamique et d'une politique nationale pour le développement. Pour Nadhufa, la volonté du mouvement prouve la reconnaissance de la jeunesse dans tout ce qui a été entrepris par le gouvernement jusqu'à ce jour en matière d'infrastructures, de tourisme, de santé et de développement économique.



A.O Yazid

## COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS

# Le travail de titan qui attend Sittou Raghadat Mohamed

*La Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés a été officiellement installée le 12 février, en présence du chef de l'Etat. Sa présidente, Sittou Raghadat Mohamed a du grain à moudre, ainsi que son équipe. La situation des droits de l'homme n'est guère reluisante.*

Une cérémonie d'installation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés a eu lieu ce 12 février. Elle a été patronnée par le Chef de l'Etat lui-même Azali Assoumani. Composée de 12 personnes, la présidente de cette structure n'est pas une inconnue. Pionnière dans bien des domaines, Sittou Raghadat Mohamed est la première ministre, la première députée du jeune Etat comorien. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle a du pain sur la planche. Exactions, tortures, arrestations forcées, intimidations, insalubrité des prisons, violences policières, Cour de sûreté de l'Etat, la présidente de la Cndlh a fort à faire.

« La priorité des priorités, Sittou Raghadat est de remettre sur les rails cette Commission frappée d'indolence depuis au moins deux ans », a par

exemple fait savoir Houmed Msaidie, avec le sens de la formule qu'on lui reconnaît. Pour le secrétaire général du parti Radhi, « il faut qu'elle fasse l'inventaire par rapport aux objectifs initiaux de la commission pour en dégager rapidement un plan d'actions prioritaires et à partir de celui-ci, redynamiser la structure pour en faire un véritable instrument de combat contre les injustices et les inégalités de toutes sortes ».

Les actions à prioriser sont tellement nombreuses qu'il sera sans doute difficile d'en faire un classement. Le candidat à la prochaine élection présidentielle, Saïd Larifou insiste : « pour la crédibilité de cette institution, ses membres doivent impérativement prendre leurs distances avec les politiques pour pouvoir agir dans l'intérêt des Droits de l'Homme et ne rendre compte qu'à leur conscience ». L'avocat ira un peu plus loin, en affirmant vigoureusement que « nous devons tous aider cette structure à gagner en crédibilité et éviter qu'elle ne soit un machin au service du pouvoir ».

Plus concrètement, Saïd Larifou estime dans ce contexte électoral marqué par toutes formes de pressions policières et judiciaires, « la commission

doit en priorité demander une harmonisation de la législation comorienne aux textes fondamentaux ». Le candidat pense par là « à l'abrogation de la Cour de sûreté de l'Etat en ce sens que ses règles de fonctionnement, la procédure de saisine et ses décisions sont contraires à la constitution de l'Union des Comores ainsi qu'aux textes et engagements internationaux ratifiés par les Comores ».

Evidemment que la question de la prison de Moroni s'est logiquement invitée. Pour lui, elle doit être fermée « et les détenus transférés en un autre lieu. Il est intolérable de garder des êtres humains dans une prison aux conditions dégradantes humainement », a-t-il appelé.

La porte-parole de la 3eme Voie, Nadia Tourqui, a tracé un tableau (très) exhaustif de la situation en s'appuyant notamment sur le dernier Examen Périodique Universel des Nations Unies, qui est selon elle, « assez édifiant ». De très nombreuses recommandations en sont issues. « Celles-ci au nombre de 163 font notamment référence à l'abolition des discriminations (certaines dispositions de notre constitution doivent être révisées à cet effet), au respect des libertés pu-

bliques, à l'application systématique d'une approche basée sur les droits de l'homme dans les politiques publiques, à l'abolition de la peine de mort et aux respect des standards internationaux dans les conditions de détention, à des investigations sur les cas de détentions arbitraires et de tortures, à des formations sur les droits de l'homme ciblées sur la police et les forces armées et les agents publics de manière générale, ou encore à l'amélioration du fonctionnement de la justice, etc... », a-t-elle longuement expliqué. Elle a par ailleurs fait savoir que Le Collectif de la 3eme Voie « était disposé à appuyer la CNDHL dans l'accomplissement de cette vaste et noble mission ».

Vaste chantier que celui qui attend Sittou Raghadat Mohamed et son équipe. En ayant en tête, que pour ce pays aux relents sexistes et misogynes, l'échec d'une femme équivaut à l'échec de toute la gente féminine. L'équipe de la Gazette des Comores lui souhaite plein succès.

**Faiza Soulé Youssouf**

## ECONOMIE

# La BCC fait un pas vers l'émergence économique

*La Banque Centrale des Comores (BCC) a organisé un séminaire de haut niveau hier mercredi pour restituer les travaux effectués depuis 9 mois sur l'Optimisation du financement de l'économie comorienne. La réunion a vu la participation du président de l'Union des Comores et a recommandé une coopération économique entre les établissements de crédits bancaires et le secteur privé.*

La Banque Centrale des Comores (BCC), le secteur privé, les banques et les autorités judiciaires travaillent depuis 9 mois sur l'optimisation du financement de l'économie comorienne. Les différentes parties se sont interrogées sur le pourquoi de la faible croissance économique du pays. Par cette occasion, le ministre des finances et du budget, Saïd Ali Chayhane a montré qu'un diagnostic approfondi de cette problématique de financement de notre économie a été

réalisé par la BCC avec l'appui de la Banque Mondiale, qui a abouti à l'organisation de ce séminaire.

« L'objectif de cette réunion est de comprendre et de proposer des solutions aux problèmes liés au financement par les banques à l'économie comorienne à travers un secteur privé structuré et structurant capable de porter un développement durable », montre-t-il, avant

de préciser que « la croissance économique est placée en dessous de 4%. Cette faiblesse de la dynamique de croissance de long terme est le résultat d'un modèle économique faiblement structuré, peu productif et de surcroît extraverti. Cela explique pourquoi les Comores font partie des pays enregistrant le plus faible taux de croissance économique au sein de la zone Franc ». Et

d'ajouter que : « La demande de financement et l'accès au crédit bancaire sont souvent cités comme l'une des principales contraintes auxquelles le secteur privé est confronté. Les banques hésitent à octroyer suffisamment de prêts pour répondre aux besoins de financement ».

La présentation de la restitution des travaux sur l'optimisation du financement de l'économie comorienne est faite par le gouverneur de la Banque Centrale des Comores (BCC), Dr Younoussa Imani. Après cela, le président Azali Assoumani a adressé ses remerciements aux institutions qui ont travaillé de concert pour l'optimisation du financement de l'économie. Il a recommandé en retour à la BCC d'être beaucoup plus créative et au ministère des finances de renforcer davantage la coopération économique avec le secteur privé et public tout en discutant sur les créances douteuses pour des propositions adéquates.



Le président Azali s'adressant aux participants du séminaire sur le financement de l'économie

**Kamal Gamal**

## COOPÉRATION RÉGIONALE

# Moroni a tenu la 3e réunion du bureau du sous comité des Directeurs généraux des douanes de l'Ua

*La direction générale des douanes comoriennes, en collaboration avec la Division du Département Commerce de la Commission de l'Union Africaine, a organisé hier mercredi, la 3e réunion du bureau du sous comité des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine. Cette réunion a vu la participation des représentants des membres du bureau (Comores, Ouganda et Rwanda), les amis du président et les membres du staff de la commission de l'UA.*

La 3ème réunion du bureau du sous comité des directeurs généraux des douanes a eu lieu hier mercredi 13 février à Moroni. L'objectif de cette rencontre, est d'examiner les travaux du dernier sous comité et étudier les voies et moyens de mise en œuvre des recommandations issues de la dernière rencontre. C'est aussi, pour élaborer et valider l'agenda des activités du sous-comité pour l'année

2019. Rappelons que, lors de la réunion ordinaire qui a eu lieu le 21 septembre dernier, les Comores sont nommés à la tête du bureau de sous comité des directeurs généraux des douanes de l'Ua pour un mandat d'un an. Sachant que le directeur général des douanes des Comores, Soeuf Kamaldini est le président de cet organe.

« C'est la deuxième rencontre tenue par le département de commerce et de l'industrie de la commission de l'UA en l'espace de cinq mois. Nous remercions le directeur général de la douane comorienne pour votre indulgence et tout le soutien que vous-même et votre équipe avez apporté pour la réussite de nos événements », expose Ali Ibouroi représentant de la division des douanes du département du commerce de l'Union africaine. Et d'ajouter que « la participation des douanes comoriennes aux travaux de la Division de la coopération douanière de la Commission de l'Ua est très importante et ceci prouve que vous allez



Participants à la 3e réunion du sous comité des DG des douanes de l'UA

faire un rapport plus soutenu à la fin de votre mandat ».

De son côté, le directeur général des douanes comoriennes, a remercié les membres du sous comité et son équipe pour leur contribution et la réussite de cet événement. Par ailleurs,

il a profité de cette occasion pour annoncer son cabinet qui va l'accompagner tout au long de son mandat de président du bureau du sous comité des directeurs généraux des douanes de l'UA. Il s'agit d'Ahamada Hamadi comme conseiller politique et diplomatique, Afretane Abdou Raouf, conseiller technique, A.S Kemba, conseiller en communication et Djamilia Radjabou, la coordinatrice du cabinet.

Nassuf Ben Amad

## RECONSTRUCTION DE L'HÔTEL GALAWA

## Fakridine Abdoulhalik : " Le secteur privé doit accompagner la reconstruction du Galawa "

*Lundi dernier, l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (UCCIA) a reçu le Groupe Armada et les discussions tournaient autour de la reconstruction de l'hôtel Galawa au nord de la Grande-Comore. Il a été demandé au secteur privé de travailler en parfaite collaboration avec le Groupe Armada pour la réussite du projet.*

Après la pose de la première pierre vendredi dernier, le Groupe Armada a été reçu à l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (UCCIA) lundi. Les discussions tournaient autour de la reconstruction de l'hôtel de Galawa qui aura une capacité de 1000 lits dans le long terme. Cette rencontre à l'UCCIA a vu la participation des opérateurs économiques du pays. « Nous avons posé la première pierre du nouvel hôtel Galawa. Aujourd'hui, on a décidé de rencontrer la communauté locale pour échanger sur la réalisation de ce projet », a expliqué Dr Jamal Abdallah, directeur général Groupe Armada. Ce dernier montre que leur

objectif est de faire du Galawa un complexe touristique, d'un standing international attirant les étrangers.

Pour la reconstruction du Galawa, le secrétaire général de l'UCCIA appelle à la collaboration de tout le monde pour réussir ce projet. « Le Groupe Armada a montré qu'il va utiliser les ressources locales sauf si elles sont très chères. Nous devons unir nos forces pour la construction de notre pays, avance Fakridine Abdoulhalik. C'est-à-dire pour rebâtir le Galawa, il faut du sable et du gravier et beaucoup de chose. Donc il faut que les sociétés de concassage apportent leur soutien en vendant à prix raisonnable leurs agrégats ».

Après Galawa, il faudra de beaucoup de choses pour accompagner l'hôtel. Mais le Groupe d'investisseurs des Emirats arabes unis montre par la suite que les impôts ne favorisent pas le développement du pays. Ainsi, des discussions sont ouvertes entre le Groupe Armada et le gouvernement comorien.

Kamal Gamal



### AVIS DE RECRUTEMENT



Le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies aux Comores procède au recrutement de 3 staffs nationaux. Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligneaux liens ci-dessous :

- 1. Poste de Chargé(e)** de la coordination du développement, économiste : [https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21099&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&hrs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21099&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2)
- 2. Poste Chargé(e)** de la coordination du développement, gestion des données et suivi et communication de rapports sur les résultats : [https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21082&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&hrs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21082&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2)
- 3. Poste Chargé(e)** de la coordination du développement, partenariats et financement du développement : [https://jobs.partneragencies.net/erecruit-jobs.html?JobOpeningId=21102&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&hrs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruit-jobs.html?JobOpeningId=21102&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2)

**Le délai de soumission des candidatures est fixé au 22 février 2019.**

#### Remarques :

- A compétences égales, les candidatures féminines seront encouragées.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

## FOOTBALL : CHAMPIONNAT DES COMORES 5E JOURNÉE

## " Tous les Mitsamiouliens ne sont pas sympathisants d'Apaches club "

*Le week-end à Ngazidja, une pluie abondante a perturbé le calendrier. Seuls deux matches ont eu lieu, entre autre, Apaches club # Elan à Mitsamiouli. Pendant 90 mn, les deux prétendants sont restés fair-play. Le but de Duga El-Hadadi d'Elan club (1-0, 47 secondes de la fin des temps additionnels), a suscité une réaction déchaînée d'un groupuscule de jeunes incontrôlables, envers l'arbitre. Apparemment, c'était une tempête dans un verre d'eau. « Juste des menaces verbales. Personne n'a touché l'arbitre », confirme un officiel des visiteurs.*

Le samedi 9 février 2019 dans l'île, une pluie abondante a inondé les stades, rendant ainsi impraticables les terrains de jeu. Du coup, le calendrier des matches, comptant pour la 5e journée du cham-

ionnat (D1), est bouleversé. Seuls deux duels ont pu égayer les amoureux du ballon rond, entre autre, Apaches club # Elan à Mitsamiouli. Maître Kole, président d'Apaches club de Mitsamiouli et le secrétaire général d'Elan club de Mitsoudje confirment le caractère fair-play de la confrontation. Pour eux, la rencontre s'est déroulée dans un climat ouvert et sain d'émulation. « Le but que nous avons encaissé à quelques secondes de la fin des temps additionnels a agité un petit groupe de jeunes assoiffés de victoire. Ils accusent, à tort, l'arbitre d'être à l'origine de notre défaite. D'autres supporters d'Apaches ont sécurisé l'arbitre et instauré l'ordre », explique Maître Kole.

Hors du stade, d'autres jeunes, non identifiés, ont crevé un des pneus du camion des supporters des visiteurs. « Certains accusent l'entourage

d'Apaches d'être responsable de cet acte abominable. Tous les Mitsamiouliens ne sont pas sympathisants de notre club. Personnellement, je condamne cette brutalité. Ce n'est pas de la tradition de nos supporters authentiques. Si les affolés, qui ont commis cet acte horrible, sont des nôtres, des mesures exemplaires seront assénées. Si ce sont des gars du village, on soumettra le dossier auprès de la notabilité », tempête Kole.

Le secrétaire général d'Elan club témoigne : « Oui, après le match, un groupuscule de jeunes relativement agités ont menacé l'arbitre central. Vous savez, il est difficile de contrôler des jeunes imprévisibles, qui n'admettent jamais la différence, parce qu'as-

soiffés de victoire. Concernant la creaison du pneu du bus de nos supporters, la situation reste floue. Est-ce d'origine accidentelle ou criminelle?

Pour l'heure, aucun indice ne justifie pas les accusations gratuites, portées contre Apaches club. A Mitsamiouli, une cellule de crise a été mise en place. Le Comité Directeur du club a décidé de traquer les coupables jusqu'au bout. « Un Hitima [prière pour une justice divine, ndlr] n'est pas exclue. Nous ne voulons pas que l'image du sport de Mitsamiouli soit salie », avertit l'ancien attaquant d'Apaches club, reconverti en dirigeant engagé.

Bm Gondet

La gazette des Comores,  
Savoir et comprendre

UNION DES COMORES  
Unité – Solidarité – Développement

Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Réf. N°2019/003 / RCIP4 / AMI / REGI

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'une firme ou un consortium de firmes pour une

« Etude sur l'optimisation et l'informatisation du registre du commerce et des formalités d'enregistrement des actes liés à la vie des entreprises aux Comores »

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement additionnel dans le cadre de la quatrième phase du Programme régional d'infrastructures de communication pour l'Afrique (RCIP-4) (IDA-D3820) de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif à l'« Etude sur l'optimisation et l'informatisation du registre du commerce et des formalités d'enregistrement des actes liés à la vie des entreprises aux Comores ».

1. Objectif de la mission

Les objectifs de la mission sont : (i) d'évaluer les processus interne et externe existants de l'ensemble des services liés aux formalités d'enregistrement des entreprises ; (ii) de définir les mesures et les réformes requises

afin de les optimiser, les rationaliser et les intégrer ; et (iii) de définir un plan en vue de l'informatisation et la virtualisation des services et ainsi permettre aux usagers de réaliser en ligne toutes les formalités liées à la vie des entreprises suivant un processus et une organisation optimisés et rationalisés.

L'objectif ultime est d'améliorer les services du gouvernement liés aux formalités d'enregistrement des actes liés à la vie des entreprises pour rendre le climat des affaires plus favorable aux Comores.

2. Travaux à faire

Dans le cadre de la mission, le consultant aura à réaliser les travaux suivants :

(i) Evaluation de l'existant (ii) Plan d'optimisation du processus existants (iii) Plan d'informatisation et de

virtualization.

3. Profil du consultant

La mission sera confiée à une firme ou à un consortium de firmes. Le consultant devra démontrer une expérience internationale avérée dans la réforme et l'informatisation des registres du commerce dans les pays OHADA. Il devra réunir une équipe d'experts possédant aussi bien une expertise technique, opérationnelle, commerciale, informatique que juridique par rapport aux thèmes à l'étude.

Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins 10 ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres infor-

mations complémentaires. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016). La méthode de sélection est la « Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les consultants intéressés peuvent demander des informations en nous contactant à l'adresse mentionnée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le 27 février 2019 à 14 h 00 (heure locale).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du projet RCIP4 « Manifestation d'intérêt Réf N°2019/003 / RCIP4 / AMI / REGI-Intituler Le libellé », Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP : 6988-Moroni- Tél (269) 773 99 00, email : rcip.pro-cure@gmail.com

Lancé le 13 février 2019

ENERGIE RENOUVELABLE

Vers des systèmes d'information et un observatoire régional

*La Commission de l'Océan Indien à travers le projet COI Energie vient de lancer un projet d'assistance au développement d'un système d'information et d'un observatoire régional de l'énergie pour ses pays membres. L'idée est d'assister les pays membre à la collecte des données énergétiques et la mise en place d'un observatoire régional de l'énergie.*

Collecter les données énergétiques pour le développement du secteur tel est l'ambition de la Commission de l'Océan Indien. D'où la mise en place d'un projet d'assistance au développement d'un système d'information et d'un observatoire régional de l'énergie pour les pays membres de la COI. Le travail est confié à ENER DATA, une société française et de Fraunhofer, une société allemande. Hier, la mission était à Moroni pour un premier contact avec les différents acteurs de l'énergie. « Le projet consiste dans un premier temps à améliorer les données et indicateurs du secteur énergétique pour le développement du secteur », avance José Mestre, le chargé de la stratégie énergétique dans la zone.

Les deux entreprises auront la tâche dresser un état des lieux de l'existant dans les différents pays en matière de Système d'Information

Energétiques (SIE), développer un observatoire régional alimenté par les SIE nationaux, améliorer le suivi statistique de l'énergie dans les 5 pays membres, aider les Etats membres qui n'ont pas de Système d'Information sur l'Energie, résumer et suivre les politiques et programmes nationaux et régionaux dans le secteur, une capacité building pour les pays et pérenniser l'observatoire de l'énergie. « Le projet a débuté il y a 3 semaines et il a pour but d'analyser la situation énergétique de chaque pays pour voir si les SIE existe et une cartographie des institutions et acteurs qui produisent ou qui collectent des données énergétiques », montre Karine Pollier, chef de projet à ENRADATA.

Le développement d'un système d'information et d'un observatoire régional de l'énergie pour les pays membres comporte 6 phases. Il y a le statut du SIE dans les 5 pays qu'il débute actuellement, la définition d'une architecture commune du SIE, l'assistance aux pays membres pour la collecte des données, le calcul des indicateurs et de la balance énergétique, la création d'un observatoire d'énergie pour suivre la situation énergétique dans les Etats membres et au niveau régional et des recommandations pour la pérennité de l'observatoire. « Le projet va se faire dans chaque Etat membre et nous allons avoir deux à trois missions pen-



dant les 6 mois, indique-t-elle. Au mois de février, on fait un état des lieux des SIE. En avril, nous allons entamer l'architecture des SIE et les formations et juin et aout, la présentation de l'observatoire ».

Le SIE va permettre de suivre les progrès en matière d'Efficacité Energétique (EE) et Energies Renouvelables dans les pays membres de la COI, de suivre les impacts politiques EE/ER au niveau national, de suivre la pénétration des technologies EE/ER et de comparer les territoires. Elle va permettre aussi de faire des bilans énergétiques pour l'ensemble des régions et au niveau national, améliorer le

contexte des données, établir des indicateurs moyens pour la région et une base pour les projections et les scénarios. « Un projet d'arrêté est déjà préparé. Il va permettre d'identifier les institutions pour la mise en place d'un comité pour la collecte des données. Et là, on attend que la signature », Ahmed Karim Farida, la directrice des ER aux Comores. Actuellement, ce sont la Réunion, Maurice et Madagascar qui possèdent des SIE. Aux Seychelles, il est partielle et rien pour les Comores.

Mohamed Yousseuf

Promotion spéciale

EXCÉDENT DE BAGAGE

5 USD/KG\*

1 500KMF/KG\*\*

Dar Es Salam - Moroni

AB PACK Express

AB Aviation

\*A l'aéroport de Dar-Es-Salaam  
 \*\*Achat de l'excédent auprès de l'agence AB PACK EXPRESS (Immeuble MATELEC, Moroni) 48h avant le départ